

Tous salariés, Tous usagers, Tous concernés !

Aujourd'hui, mardi 10 juin, le président de la «République», ou plutôt du MEDEF et de la bourse, vient à la Cinémathèque, présenter son plan d'intégration des handicapés. A l'image de toute sa politique depuis un an, fondée sur l'opposition du discours et des actes, sur des mots vidés de leurs sens, une telle visite ressemble surtout à une provocation.

Une provocation, parce que parler de «l'intégration des handicapés» alors que des dizaines de milliers d'entre eux/elles survivent avec seulement 500 euros par mois, c'est se moquer des gens.

Une provocation, parce que, même s'il fait semblant de s'occuper du sort des fractions les plus fragiles de notre société, en réalité le gouvernement supprime des milliers de postes dans l'éducation nationale, rendant ainsi plus difficile l'accueil des enfants handicapés et remplace le principe de solidarité par celui de rentabilité, laissant ainsi de côté tous ceux qui ne peuvent pas payer.

Une provocation, car le président se sert de la Cinémathèque comme d'une tribune médiatique pour sa carrière, alors que l'Etat supprime 2 millions d'euros du budget de cet établissement public.

Une provocation, car le chef de l'Etat vient ainsi dans un établissement public le jour d'une grève générale des agents des services publics, qui a pour but de lutter contre la politique de destruction qu'il a lui-même mis en place.

Cette politique de destruction passe avant tout par le projet de loi **«relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique »**.

En effet, ce projet est une arme de plus dans l'arsenal

gouvernemental pour défaire les droits acquis par les travailleurs par des dizaines d'années de lutte. Après la casse de la Sécurité sociale, la réécriture du Code du Travail, la liquidation en marche des retraites, l'allongement du temps de travail..., il s'agit cette fois d'en finir avec ce volant de salariés pas encore assez flexibles au goût du patronat : les fonctionnaires.

Cette loi, si nous la laissons passer, signifie ni plus ni moins que **la fin des services publics accessibles à tous** (même si cette notion est mise à mal depuis trop longtemps). Les fonctionnaires, si décriés et caricaturés – à dessein –, deviendront des salariés aussi menacés dans leur emploi que les autres travailleurs ; il s'agit concrètement d'aligner par le bas !

Ce projet de loi est destiné à mettre en pratique la « Révision générale des politiques publiques » (RGPP), qui prévoit de soumettre les établissements publics à la **logique de la rentabilité**, du chiffre et des économies budgétaires, n'hésitant pas à en transformer certains en sociétés privées, comme à la Culture, au ministère de l'Ecologie et à l'Equipement

Concrètement, pour mettre en œuvre ces opérations de restructurations, le projet de loi prévoit :

- La possibilité de **priver les fonctionnaires de postes et de salaires**, un « licenciement » qui ne dit pas son nom. Si le poste d'un fonctionnaire est supprimé, que ce fonctionnaire reste deux ans sans poste et qu'il refuse, pendant ces deux ans, une réorientation professionnelle et trois propositions de poste, il pourra être mis en disponibilité d'office, sans salaire et sans chômage.
- La possibilité, même la généralisation, pour les titulaires, du cumul d'emplois à temps non-complet. Or, ces temps partiels risquent d'être subis et non choisis, le secteur privé est là pour nous le prouver.

- L'extension du recours à la précarité, que ce soit par l'augmentation des CDD, qui sont pourtant déjà nombreux dans la fonction publique, par la gestion des précaires du secteur public par des « **Agences de service public** » qui se substitueront aux établissements publics en tant qu'employeurs et par la possibilité de faire appel à des **intérimaires pour remplacer des agents publics** sur certaines fonctions. Donc, une généralisation de la sous-traitance déjà bien implantée dans les établissements.

Cette politique de casse en règle, inspirée des directives européennes et de l'OCDE, exposée clairement dans le rapport de Jacques Attali pour « la libération de la croissance », doit amener, comme l'annonce le gouvernement, à **supprimer jusqu'à 150 000 emplois dans la fonction publique d'Etat d'ici 2012.**

« Mieux avec moins » (Fillon) ? Non : pire avec encore moins de bouts de chandelles !!

Tous les usagers que nous sommes pâtiront de cette purge des services publics. Il est fini le temps où l'on tentait de nous faire croire que la privatisation et l'ouverture à la concurrence étaient synonymes de baisse des prix pour les usagers : la liquidation des PTT, d'EDF-GDF et autres entreprises publiques n'ont en rien entraîné de baisse des prix, comme le montre la hausse du prix du gaz. Par contre, cela a débouché sur des politiques salariale et sociale catastrophiques envers les travailleurs de ces entreprises (précarité, bas salaires, plans sociaux, harcèlement, cadences intenable, répression anti-syndicale, etc.). Pour les usagers, cela se traduit en plus par une **dégradation de la qualité des services publics** ou par leur disparition pure et simple dans de nombreuses zones géographiques (fermetures de bureaux de poste, d'hôpitaux, de gares, de classes d'école,

etc.). L'utilisateur, devenant « client », n'a plus qu'à être la vache à lait des actionnaires.

Par ailleurs, l'Etat applique une politique d'affichage : prétendant vouloir résorber le déficit public, il transfère de plus en plus de compétences vers les collectivités territoriales. Si l'impôt sur le revenu baisse, **les impôts locaux devront bien compenser...** en attendant que la TVA sociale revienne sur le tapis ? Les dindons de la farce seront, là encore, les travailleurs, les usagers... nous tous !

Enrayons la machine !!

L'enjeu, aujourd'hui, n'est pas seulement d'empêcher la marche vers la précarité de ceux qui n'y sont pas encore. L'enjeu est aussi d'en sortir ceux qui y sont déjà ; dans quelque secteur que ce soit, **le public comme le privé**. Nous y parviendrons en conquérant **une vraie stabilité des emplois et des conditions de vie**.

La lutte contre la précarité et pour défendre les services publics est une **lutte quotidienne**, ici et maintenant. Une lutte dans laquelle le plus grand nombre de travailleurs peut trouver leur place **dans l'intérêt de tous**.

Passons à l'offensive pour porter un coup d'arrêt à la casse sociale et **pour reconquérir nos droits !!**

Pour des services publics utiles et accessibles à TOUS !

Contre la précarité : titularisation des précaires et créations de postes !

Contre la dévastation capitaliste !

Aucun secteur ne peut espérer gagner seul. C'est seulement par

une **action interprofessionnelle** commune que nous pourrons faire reculer le gouvernement. C'est pourquoi il faut nous unir concrètement dans la mobilisation le plus tôt possible. Organisons des réunions communes dans nos quartiers, mettons en place une Assemblée Générale d'arrondissement.

Luttons plus pour gagner plus

!

Collectif intersyndical et interprofessionnel du 5ème -13ème (CNT, SUD, FSU), UL CNT 5e-13e, CNT-BNF, SUD-BNF, SUD-Rail PRG, SUD-PTT Paris, CNT-STE 75, SUD-Culture, CNT-Cinémathèque, SUD-Education 13e, SUD-Photos, SUD-FNAC Italie2, CNT-Paris I, CNT-Paris III, etc...